

En Grèce, la fuite des capitaux s'ajoute à la défiance croissante des marchés

Le taux des obligations a atteint, jeudi 8 avril, le record de 7,31% depuis l'adoption de l'euro



Les experts du Fonds monétaire international sont arrivés à Athènes mercredi 7 avril. Leur mission : assister le gouvernement grec sur la gestion des dépenses publiques et la réduction du déficit budgétaire de la Grèce. ARIS MESSINIS/AFP

Bruxelles, Londres
Correspondants

La Grèce est chahutée comme jamais par des marchés de plus en plus inquiets sur les déficits du pays. Jeudi 8 avril, au lendemain de l'arrivée d'une équipe d'experts du Fonds monétaire international (FMI) à Athènes pour une mission de deux semaines, le taux des obligations grecques est monté à un niveau historique de 7,31%. Du jamais-vu depuis l'adoption de l'euro par la Grèce en 2001.

Pour pouvoir emprunter, le pays doit déboursier plus du double de l'Allemagne, référence de la zone euro. L'effervescence des marchés est alimentée par un faisceau de craintes et d'incertitudes.

Des doutes sur le déficit La confusion monte au sujet de la probable révision à la hausse du déficit public en 2009. Selon la presse grecque, le trou budgétaire pourrait atteindre entre 13,5% et 14,3% du produit intérieur brut (PIB), contre 12,7% escomptés dans un premier temps. Dès mardi, le ministre des finances Georges Papaconstantinou avait évoqué le chiffre de 12,9% en raison d'une récession plus grave que prévue.

Le chiffre définitif ne sera pas annoncé avant le 22 avril par Eurostat : l'office européen des statistiques est actuellement en contact avec les autorités grecques, afin de valider, ou pas, le chiffre notifié au début du mois.

Les marchés sont déjà très inquiets sur la capacité de la Grèce à rembourser sa dette qui atteint 113% du PIB, soit 300 milliards

d'euros. Athènes doit lever 11 milliards d'euros dès le mois prochain pour un total de 54 milliards sur l'ensemble de l'année.

Les limites du plan de sauvetage Le flou demeure par ailleurs sur l'interprétation et les modalités du plan d'aide adopté de haute lutte le 25 mars par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro avec l'assistance du FMI. Paris et Berlin continuent de diverger au sujet du niveau des taux d'intérêt qui seraient demandés aux Grecs en échange des prêts bilatéraux promis par les Etats européens.

L'Allemagne plaide pour des taux élevés, qui inciteraient la Grèce à retourner au plus vite sur les marchés une fois la crise apaisée. La France de son côté, comme la Grèce, entend au contraire réduire les coûts de refinancement de la dette grecque, en offrant des conditions plus avantageuses. « *Personne ne sait vraiment comment le plan serait déclenché* », reconnaît-on auprès de la Commission européenne.

En début de semaine, des rumeurs ont laissé croire qu'Athènes chercherait à renégocier le plan pour se passer du FMI dont les conditions d'aide seraient jugées trop drastiques. Un démenti d'Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, et du gouvernement grec n'a pas suffi à rassurer les marchés.

Un système bancaire à la peine Les quatre plus grosses banques grecques - National Bank of Greece, Eurobank, Alpha Bank, Piraeus Bank - ont demandé de pouvoir toucher le solde d'un plan de sou-

tien concocté par le précédent gouvernement grec en 2008, soit 17 milliards d'euros. « *Nous discutons avec la Banque de Grèce d'une procédure pour distribuer les fonds* », a confirmé, mercredi, M. Papaconstantinou. Affectés par une série d'abaissements de notes de crédit liés à la crise, les établissements bancaires disent éprouver des difficultés à lever des fonds sur le marché monétaire.

Un risque de fuite des capitaux De plus en plus élevé, le risque d'une fuite des capitaux menace d'affaiblir encore davantage le système bancaire local, et d'aggraver la récession. Selon l'institut d'émission grec, au total, 10 milliards d'euros ont été retirés des banques du pays en janvier et

La dette du pays atteint 113% du PIB, soit 300 milliards d'euros

février par rapport à décembre 2009 pour être confiés à des établissements étrangers. Une somme qui représente l'équivalent de 4,5% de l'ensemble des dépôts bancaires grecs.

A écouter les spécialistes, les épargnants redoutent que les banques grecques fassent banqueroute et que le gouvernement, faute de moyens, soit incapable de leur venir en aide. Beaucoup cherchent aussi à échapper aux mesures de lutte contre la fraude fiscale tout juste annoncées par Athènes pour tenter de réduire le déficit.

Les principaux bénéficiaires de ces retraits de grosses et moyennes fortunes grecques seraient les banques britanniques, chypriotes et suisses, ainsi que les places financières off shore hors de l'Union européenne (UE). Le géant HSBC, bien implanté en Grèce, s'est refusé à confirmer les informations de la presse spécialisée britannique selon lesquelles sa banque privée basée à Athènes a été récemment confrontée à un afflux massif de fonds privés grecs.

« *Le plus étonnant est que ces patrimoines aient attendu si longtemps pour décamper. C'est dû sans doute au fait qu'une grande partie est constituée d'argent noir. Ils doivent être d'abord officiellement blanchis en Grèce avant de pouvoir être investis dans l'UE ou en Suisse* », souligne un financier de la City spécialisé dans les placements de riches Européens.

« *Ces retraits, s'ils devaient être confirmés sont très inquiétants pour les banques grecques dont la seule source de financement de nos jours passe par les dépôts domestiques. Elles pourraient être amenées à réduire leurs prêts, aggravant la crise économique* », estime John Raymond du bureau de recherche londonien CreditSights.

Une fuite des capitaux ne mettrait pas seulement en danger les banques grecques, mais aussi l'Etat. En effet, comme le souligne une récente étude de la banque allemande Commerzbank, ce sont les établissements du pays qui souscrivent le plus d'obligations grecques. ■

Philippe Ricard et Marc Roche

Pékin n'exclut pas une réévaluation mesurée du yuan

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, effectue une visite surprise en Chine

Shanghai
Correspondant

La politique de change chinoise a été au centre des discussions menées, jeudi 8 avril, par le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, avec le vice-premier ministre chinois Wang Qishan, au cours d'un déplacement surprise à Pékin. Aux yeux des Etats-Unis, la sous-évaluation du renminbi chinois par rapport au dollar, vilipendée de tous bords, est en grande partie responsable des maux de l'économie américaine et hypothèque lourdement sa reprise.

De son côté, Pékin entend garder le contrôle du rythme et de l'ampleur de l'assouplissement, jugé nécessaire à terme, de sa politique monétaire. Les dirigeants chinois veulent à tout prix éviter d'apparaître aux yeux de l'opinion publique comme cédant aux pressions américaines. Les entreprises tournées vers l'exportation craignent, pour leur part, une érosion de leurs marges et freinent des quatre fers.

Une brusque appréciation du yuan affecterait aussi l'économie mondiale et les consommateurs américains, a déclaré, jeudi, Xia Bin, un membre du comité de politique monétaire de la banque centrale chinoise. « *L'intérêt fondamental des Etats-Unis n'est pas de voir le yuan s'apprécier* », a-t-il dit lors d'une conférence, ajoutant que la Chine devrait lier le yuan à un panier de devises étrangères d'ici à quelques années.

Ces derniers mois, ces divergences ont fait monter la tension entre Pékin et Washington. Dans son rapport semestriel au Congrès, dont la publication était prévue le 15 avril, le Trésor américain n'excluait pas d'indiquer que les autorités chinoises « *manipulent* » leur devise. Ce quasi-ultimatum américain avait provoqué en Chine une campagne de presse virulente. Les journaux dénonçaient l'arrogance des Américains, accusés de faire peu de cas des contraintes d'une économie chinoise encore fragile malgré sa forte croissance.

La visite de M. Geithner pourrait marquer l'ouverture d'une phase plus pragmatique de négociations. Le rapport du Trésor a été reporté. Et la Maison Blanche a laissé entendre que le président Barack Obama s'entretiendra de la politique de change avec son homologue chinois, Hu Jintao, en

marge du sommet sur le désarmement nucléaire réuni les 12 et 13 avril à Washington.

La « *realpolitik* » semble avoir pris le dessus pour un temps : les Etats-Unis cherchent à obtenir le soutien de la Chine sur le dossier nucléaire iranien, et la présence de M. Hu dans la capitale américaine aurait été impossible à la veille de la publication du rapport du Trésor. Autre rendez-vous pesant dans la volonté d'apaisement : le « *Dialogue stratégique et économique* » sino-américain, nouveau sommet annuel entre les deux puissances, qui se tiendra en mai à Pékin : la politique de change y sera cette année au cœur des débats ; en 2009, le dossier avait été éclipsé par la nécessité, pour l'administration Obama, de ménager le créancier chinois alors que les Etats-Unis relançaient leur économie.

Ton conciliant

Il faut préparer le terrain et laisser le temps aux Chinois de sauver la face. En outre, ils veulent éviter d'être pointés du doigt lors des prochaines rencontres du G7 et du G20. Leur ton est plus conciliant : Zhou Xiaochuan, gouverneur de la banque centrale, a déclaré en mars que le rattachement *de facto* du yuan au dollar depuis 2008 était « *une réponse temporaire* » à la crise financière globale.

Sa valeur face au billet vert est quasiment inchangée depuis 2008 après s'être renchéri de 20% entre 2005 et 2008. Elle s'est légèrement appréciée depuis mercredi, pour la première fois depuis le début de 2010. En pratique, les autorités chinoises autorisent une marge de fluctuation de 0,5% par jour entre les deux devises, mais sont maîtresses du jeu en raison de l'inconvertibilité du yuan sur les marchés de change, ce qui explique le gel de la réévaluation après juillet 2008. Le yuan est convertible pour les transactions commerciales.

L'un des premiers signes d'un assouplissement de sa politique de change, et donc d'un compromis avec Washington, pourrait être l'élargissement par Pékin de la marge de fluctuation du yuan, indiquent les observateurs. Celle-ci était passée de 0,3% à 0,5% en 2007. Mais rien ne dit qu'une reprise éventuelle de l'appréciation de la devise, au même rythme que celui qui a été observé entre 2005 et 2008, réponde aux exigences américaines. ■

Brice Pedroletti

La Fed? « Une créature du Congrès », se défend Greenspan

Pas coupable! Auditionné, le 7 avril, par une commission du Congrès américain sur les causes de la crise financière, l'ex-patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, âgé de 84 ans, a défendu sa cause mordicus. Il est accusé d'avoir favorisé la formation d'une bulle spéculative en menant une politique monétaire trop laxiste. Devant ses contradicteurs, il s'est appliqué à désigner les vrais responsables de la faille du système. Au premier rang desquels, les politiques.

Celui qui présida la Fed de 1987 à 2006 explique : si la banque cen-

trale n'a pu empêcher l'explosion de la crise des subprimes, ces crédits hypothécaires vendus à des ménages modestes, c'est aussi parce qu'elle ne pouvait pas ramer contre le courant. « *On présume que la Fed est une institution indépendante, c'est vrai jusqu'à un certain point. Nous sommes une créature du Congrès* », décrit M. Greenspan.

Que faire, alors, face à une administration, celle de George W. Bush, encourageant le développement de la propriété immobilière, notamment dans les groupes à faible revenu? « *Si nous avons dit que nous allions droit à*

la formation d'une bulle et qu'il fallait tenter de la contenir, le Congrès nous aurait dit : "Nous n'avons aucune preuve de ce que vous avancez" », assure M. Greenspan, interrompu au milieu de sa déclaration par une malencontreuse coupure de micro.

Impuissance

Le président de la commission, Phil Angelides, s'étonne : « *Vous auriez pu, vous auriez dû, mais vous n'avez rien fait* » pour réguler les activités de prêts de subprimes. Mais M. Greenspan est plus enclin à souligner son impuissance. La Fed, dit-il, est censée « *édic-*

ter les règles », pas de s'assurer de leur « *application* ».

L'ère de la repentance est terminée. Fin 2008, M. Greenspan avait évié son « *grand désarroi* » face à une crise remettant en cause la supériorité d'un système, celui du *free market* auquel il avait toujours cru. Se disant « *choqué* », il concédait que son idéologie n'était peut-être pas la bonne. Depuis, il s'est remis. Car il n'existe « *pas d'alternative* » à des marchés libres et concurrentiels s'autorégulant entre eux, affirmait-il, dimanche 4 avril, sur la chaîne de télévision ABC. ■

Marie de Vergès

la vie hors-série

Spécial Compostelle

Marcher pour se retrouver

avec Patrick Poirier d'Arvor, David Le Breton, Bernard Olivier...

100 RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

RCF

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX